

FRC. 2 17250.1.

# M É M O I R E

Cote  
FRC  
18903

## A U R O I,

P O U R L E S I E U R

## G A R N I E R D E L A C É T R É E ;

P R É S E N T É E N 1781.

---

Dans ce moment, où les principes de l'équité ont dissipé le règne de l'intrigue & des proscriptions, c'est remplir un devoir de bon Citoyen, que de rappeler les attentats dont on a eu à gémir, pour que l'horreur qu'ils doivent inspirer puisse prévenir à jamais le retour de la licence, & de l'audace des gens corrompus, qui parviendront encore à des places importantes.

---

---

## B E R N ;

B E I D E R T Y P O G R A P H I S C H E N G E S E L L S C H A F T .

---

1 7 8 7 .

THE NEWBERRY  
LIBRARY

*On verra avec satisfaction ce Mémoire ,  
dont il n'a été répandu dans le temps  
qu'un très-petit nombre d'exemplaires.*



# M É M O I R E

PR É S E N T É

A U R O I ;

PAR M. LE PRINCE DE TINGRY ;

*En dénonciation d'abus d'autorité , commis à la  
solicitation de M. le Procureur du Roi au  
Châtelet , par ordre de M. le Garde-des-Seaux ,  
& de M. le Lieutenant de Police.*

---

---

A U R O I .

S I R E ,

L'AMOUR pour leurs Rois , une confiance intime dans leur justice , sont les deux sentimens les plus profondément gravés dans le cœur des François. Ces sentimens indivisibles , existans l'un par l'autre , ont été de tous les temps la source de la gloire de la nation , du bonheur & de la puissance de ses maîtres.

Saint Louis institua les plaids de la porte , où chaque sujet , à un jour désigné , pouvoit porter ses réclamations au pied du trône. Louis XII voulut être le pere de son peuple , & entendre lui-même les plaintes de ses enfans. Henri IV écoutoit avec bonté les représentations faites à sa justice , par le moindre des citoyens. . . . Ces trois noms feront répandre des larmes de reconnoissance aussi long-temps qu'il y aura des hommes sur la terre.

Dès les premiers jours de votre regne , Sire , la nation fut que Votre Majesté avoit été sensiblement touchée des peines de quelques infortunés , assez heureux pour pouvoir les lui faire connoître , & qu'elle avoit ordonné avec fermeté qu'on leur fît promptement justice. C'en fut assez , Sire , votre nom , & avec lui le respect , l'amour & l'espérance remplirent nos cœurs , exalterent nos ames.

Pénétré de ces sentimens autant que puisse l'être aucun des sujets de Votre Majesté , je viens à ses pieds invoquer sa justice , réclamer sa bonté paternelle , & lui dénoncer une multitude de violences , qui portent un tel caractère , que l'erreur même de l'esprit ne peut les excuser ni leur servir de prétexte.

Lorsqu'un citoyen & un pere de famille irréprochable , voit sa liberté poursuivie , sa fortune détruite , son honneur ravi par l'abus du pouvoir confié , lui reste-t-il d'autre ressource que de recourir au trône , où la justice , dans toute sa pureté & son énergie , veille incessamment pour le salut & la consolation des opprimés.

Né de l'une des plus anciennes familles de la province de Saintonge , mes peres ont tous servi nos Rois , tant sur mer que sur terre , avec honneur

& utilité. A leur exemple , j'avois embrassé la même carrière , & parvenu au grade de capitaine d'infanterie , les corps où je servois furent licenciés à la paix de 1763. Desirant continuer une vie active & me rendre utile à l'état , j'acquis à la Rochelle plusieurs vaisseaux que j'expédiai pour les Colonies ; ils ramenerent en France les troupes que l'on faisoit revenir de Cayenne , & furent employés à beaucoup d'autres commissions par ordre du gouvernement. Lorsque les autres armateurs évitoient les occasions du service de Votre Majesté , je les recherchois avec empressement : mon zele me mérita l'estime & les bontés des ministres.

En 1768 , je perdis dans la traversée de la Louisiane à Saint-Domingue , un de mes vaisseaux sur lequel étoit la majeure partie de ma fortune. Cette perte m'en occasionna plusieurs autres , & me força de demander des délais à mes créanciers. Après les longueurs inséparables de ces sortes d'affaires , je terminai avec eux un arrangement au mois d'Octobre 1773.

Des sommes qui me furent laissées par l'accord avec mes créanciers , j'achetai en 1778 le transport d'un bail pour l'exploitation d'une carrière à plâtre , située à Pantin , avec tous les effets qui en dépendoient. J'augmentai beaucoup cet établissement déjà très.-considérable. Je portai une nouvelle industrie dans l'exploitation de cette matière , par des fours économiques & par d'autres moyens très.-dispendieux.

En 1780 , ma carrière , la plus vaste , la meilleure & celle qui avoit le plus grand débit des environs de Paris , me revenoit à plus de 100,000



liv. tant par le prix d'acquisition que par les améliorations que j'y avois faites. A cette époque , plusieurs entrepreneurs de bâtimens , mes débiteurs d'environ 60,000 livres pour les plâtres que je leur avois fournis , obtinrent du gouvernement des faufs-conduits & des arrêts de surseance. Toutes ces pertes réunies me montrèrent la nécessité de manquer à mes engagemens , ou celle de vendre mon établissement pour y faire honneur. Ce dernier parti , le seul honnête , fut celui auquel je me déterminai.

Parmi les acquéreurs qui s'offrirent , je préferai M. de Beaumont , parce qu'il me présenta pour sa caution & son associé , M. de Flandre de Brunville , Secrétaire honoraire du Roi , qui jouissoit dans le monde de la réputation d'une grande fortune.

Par actes des 11 , 12, 18 & 28 Octobre 1780 , passés devant Pijau & son confrere , Notaires au Châtelet de Paris , je transportai au sieur de Beaumont , sous le cautionnement de M. de Brunville , le bail en vertu duquel je faisois exploiter ma carrière , & je lui vendis & livrai tous les objets relatifs à l'exploitation.

M. de Beaumont qui restoit mon débiteur , suivant l'acte du 18 Octobre , d'une somme de 112,000 liv. se liquida par la remise qu'il me fit de la même somme , en billets au porteur , souscrits par sa caution & son associé M. de Brunville. Je lui en donnai ma quittance , datée du vingt du même mois. Ces billets sont expressément mentionnés dans l'acte de société que MM. de Beaumont & Brunville passerent ensemble le même jour chez leur Notaire , lequel acte de société ils firent en-

registrer & publier au Consulat de Paris le 13 Octobre suivant.

Les billets au porteur , souscrits par M. de Brunville , étant à si juste titre en ma possession , je m'empressai de les offrir en paiement à mes créanciers. Quelques-uns acceptèrent ce moyen de satisfaction ; plusieurs le rejetterent , parce qu'ils apprirent que la famille de M. de Brunville avoit exprimé , d'une manière violente , son mécontentement sur l'acquisition qu'il venoit de faire. Je me hâtai de lui en témoigner mon étonnement par une lettre , à laquelle il fit la réponse que je transcris ici littéralement.

*Lettre de M. de Brunville , à M. Garnier  
de la Cérée.*

« Il est bien étonnant , Monsieur , que l'on se permette des propos relativement à mes billets au porteur que M. de Beaumont vous a remis pour valeur des objets que vous lui avez vendus , provenant de vos carrieres , pour lesquelles je me suis rendu caution. Je vous réitère que vous avez le droit de les placer , & qu'ils feront bien exactement payés à chaque échéance. Au moyen de quoi la présente doit faire cesser de votre part toute inquiétude , & des autres tous soupçons ».

„ J'ai l'honneur d'être , &c.

*Signé , DE BRUNVILLE ».*

Ce 31 octobre 1780 , 5 heures du soir.

D'après cette lettre , dont la date est postérieure , d'onze jours , au dernier acte qui avoit ratifié les deux précédens , & qui , de l'un à l'autre , avoit rempli un intervalle de dix jours , d'où il résulte

trois semaines laissées à la réflexion ; d'après cette lettre, dis-je , on croiroit que ma sécurité devoit être parfaite. Je me ferois bien gardé de soupçonner les fléaux qui me menaçoient.

M. de Brunville m'écrivoit de bonne foi ; il avoit traité de même. Avant de conclure , j'avois mis à découvert mes états de recette & de dépense des années précédentes. J'avois prévenu que les bénéfices dépendoient d'une certaine proportion de mise de fonds. Les devis des gens compétens avoient éclairé nos conventions ; il s'agissoit d'une carrière située dans la banlieue de Paris : c'étoit à des personnes qui n'étoient point neuves en affaires , que je présentois la valeur de ma chose.

M. de Beaumont avoit exercé un emploi à la marque d'or & d'argent ; son expérience & son activité , dans plusieurs négociations d'affaires , garantissoient son intelligence. Quant à M. de Brunville , avant d'acquérir la charge de Secrétaire du Roi , il avoit été d'abord Commis , puis Directeur des Aides. Par l'exercice de ces emplois on se forme nécessairement dans l'art de bien entendre l'intérêt personnel. Il n'est donc qu'indécemment de supposer que j'aie pu les surprendre. Quelque desir que j'eusse de vendre au meilleur prix qu'il m'étoit permis de percevoir , j'avois eu l'attention la plus scrupuleuse de répandre sur chaque objet les lumières nécessaires. Trois actes pardevant Notaires , successivement souscrits dans un espace de dix jours écartent toute idée de surprise. D'ailleurs peut-on abuser des gens soigneux de leurs intérêts , en leur livrant un objet tel qu'une carrière qu'ils ont sous les yeux ?

Mais M. de Brunville , Conseiller au Parlement ,  
fils



fils de mon acquéreur , & M. du Cluzel , Intendant de Tours , son gendre , n'approuvoient point , à beaucoup près , cette acquisition. La nature mercantille d'une exploitation à plâtre avoit révolté leur délicatesse , & ils ne purent dissimuler leur sensibilité. Aussi-tôt leurs gens d'affaires , cette multitude qui environne les gens riches , qui épie l'infatigable de servir leurs passions , leur crièrent : Que le prix de la vente étoit excessif , que cette vente étoit frauduleuse , que c'étoit un vol manifeste , qu'ils devoient se plaindre , qu'il falloit sévir. Ces Magistrats , trompés les premiers par ces dangereux corrupteurs , portèrent leurs plaintes à M. le Lieutenant-Général de Police , qui , selon l'usage de sa place , prit des informations par les espions , ces hommes dégradés dont il est forcé de se servir , & qui n'ont jamais manqué d'affirmer que celui qui déplaît à un homme protégé est le dernier des scélérats.

Cette affaire ayant été portée sous les yeux de l'administration avec de pareilles couleurs , on a pris le parti de servir les plaignans , en accablant l'accusé. Ainsi dans le gouvernement le plus sage , sous le regne le plus heureux , les poisons de la calomnie , préparés dans les lieux les plus bas , peuvent arriver jusqu'à l'autorité , & faire commettre des exécutions illégales & cruelles , au nom du Roi le plus juste , & du père le plus tendre qui ait régné sur les François.

Dans la vente d'une carrière , il est possible d'envisager des objets de litige & des motifs d'occuper les Juges ordinaires ; mais on ne devine point comment les dispensateurs de l'autorité prendront sur les momens précieux , consacrés à l'administration , pour descendre à des détails réservés unique-

ment aux discussions de la procédure. On devine encore moins comment, sans instructions & sans formes, un administrateur écartera toutes les ordonnances, fera taire toutes les loix, pour accabler du poids de la force toutes les parties qui ont traité d'une carrière à plâtre, sur-tout lorsqu'aucun des contractans ne réclame.

D'abord la fraude & la ruse furent mises en usage, par les voies obscures & dégradantes de l'espionnage, on tenta près de moi un de ces moyens que l'on ne pardonne qu'à un expert en filouterie. Je vis arriver chez moi un chevalier de S. Louis, que j'avois connu quelques années auparavant, avec un ancien Magistrat de Trévoux, appelé *Jacquet*, que je ne connoissois point. Le chevalier de Saint Louis, après m'avoir embrassé le plus affectueusement, me tint le discours suivant, que je me rappelle, & que je rapporte avec le plus de fidélité : « Mon amitié pour vous, le vif intérêt que je ne cesse de prendre à tout ce qui vous touche, m'ont rendu attentif aux bruits qui se répandent à propos d'une carrière que vous avez vendue à M. de Brunville. Cette acquisition déplaît horriblement à son gendre & à son fils; ils ne parlent de rien moins que de vous contraindre par tous les moyens possibles, à rendre les billets que leur pere vous a donnés pour le prix de votre carrière. Le gendre est l'ami intime de M. le Noir; le fils est conseiller au Parlement : il vient d'acheter la charge de Procureur du Roi au Châtelet, dont il prendra l'exercice le premier Décembre prochain; il jouit du plus grand crédit; sa fortune est immense : on lui connoît une activité inouïe pour tout ce qui est affaires d'intérêt. Il s'est fait faire légataire d'une dame de Beaumont, qui lui a laissé plusieurs millions, dont l'héritier

naturel (1), actuellement accablé de misere dans le fond des prisons pour quelques dettes, plaide inutilement pour rentrer dans les biens que la nature & les loix lui avoient destinés. Je frémis pour vous, mon cher ami, des dangers qui vous menacent, & j'accours vous procurer les moyens de sauver au moins votre fortune. M. Jacquet, que je vous amene, dans trois jours aura réalisé en especes tous vos billets Brunville ; alors vous ne craindrez plus qu'on vous les enleve : ainsi hâtez-vous de nous les confier ».

Je n'étois point assez connu de ces Messieurs ; pour croire au vif intérêt qu'ils me témoignaient. Je présumai, d'après la malignité de leurs propos, qu'ils étoient des ennemis de la famille de Brunville, qui s'agitoient pour lui nuire. J'étois encore loin de soupçonner l'odieuse profession qu'ils avoient embrassée ; ma réponse fut, que je ne croyois pas possible qu'on me contestât de titres dont la propriété m'étoit si légitimement acquise ; que j'espérois toujours que mes créanciers les prendroient en paiement, & éviter ainsi la perte que nécessite une négociation.

Ayant eu occasion de parler des offres de ces Messieurs à l'Associé de M. de Brunville, il me dit que celui-ci lui avoit donné quelques effets à négocier pour la dépense ordinaire de leur carrière, & il me pria de leur en confier quelques-uns s'ils reparoissoient chez moi. En effet, m'en étant chargé, la personne dont je viens de parler, reparut bientôt, & je les lui confiai, sur sa parole d'honneur, que, sous peu de jours, il me les rappor-

---

(1) M. de Beauvillier des Maillardieres, ancien Page de feu S. M. Louis XV, détenu dans les prisons du petit Châtelet.



teroit en nature , ou m'en compteroit la valeur.

Un long-temps s'écouloit sans que je reçusse de lui d'autre satisfaction , que des lettres pleines de promesses , & des expressions de l'amitié & de la sincérité. Il s'exprimoit en ces termes : « Qu'avez-vous pensé de moi , mon cher ami ? 30,000 liv. d'effets que vous m'avez confiés , & point de mes nouvelles ! Il faut que vous comptiez autant sur ma *probité* ». Pendant ce temps le tonnerre grondoit sur nos têtes , & l'orage alloit fondre. Enfin , après six mois , le sieur de Beaumont , impatient de ne voir ni les billets , ni leur valeur , m'écrivit une lettre fort vive , par laquelle il me rendoit responsable des événemens. Je fus contraint de citer le chevalier de S. Louis au Tribunal de MM. les Maréchaux de France. Voici littéralement transcrite la réponse qu'il fit à ma plainte.

*Réponse de M. de la C..... sur la Requête présentée à MM. les Maréchaux de France , par le sieur Garnier de la Cétrée.*

» Le sieur Garnier de la Cétrée a d'autant plus de tort de me citer , à votre Tribunal , qu'il fait pertinemment qu'il avoit des effets qui ont été surpris au sieur de Brunville , âgé de soixante-douze ans , dont le fils va être Procureur du Roi , & que ces effets , je les ai remis ou fait remettre à M. le Lieutenant-Général de Police , qui les a en sa possession , suivant les intentions de M. le Garde des Sceaux. A Paris , ce 2 Juillet 1781. *Signé,*  
DE LA C..... ».

Que de réflexions affligeantes cette réponse fait naître ! Quoi ! Il est en France des hommes décorés



du signe de la fidélité & de la valeur, qui avouent franchement aux Juges de l'honneur, qu'ils professent l'espionnage, la délation & la perfidie? Il est un blasphémateur assez effréné, pour dire à cet auguste Tribunal, qu'un vol & la plus lâche des trahisons ont été ordonnés par le Garde des Sceaux de France !

Mes ennemis n'ayant point obtenu, à beaucoup près, par le fait de M. de la C....., le succès qu'ils desiroient, ils préparèrent d'autres moyens.

Débiteur envers M. de Beaurepaire, Avocat, d'une somme de 3,000 livres, je lui confiai pour 10,000 livres de mes billets au porteur, souscrits Brunville, dont il me devoit compter l'excédent de ma dette. Mes lettres & mes sollicitations n'ayant pu obtenir de lui cet acte de justice, je le poursuivis judiciairement, & les premiers Juges prononcèrent des Sentences conformes à mes conclusions. Contre ces Sentences, M. de Beaurepaire se pourvut au Palais, & surprit un Arrêt de défense qui suspendit l'exécution desdites Sentences. Je me hâtai de faire lever les défenses portées par l'Arrêt. Mon adversaire produisit des moyens de justifications dans une Requête qu'il me fit signifier. Je ne puis me dispenser d'en rapporter le contenu, sans m'exposer à l'inculpation d'altérer les faits.

J'ose donc supplier Votre Majesté de daigner souffrir que cette Requête soit ici littéralement transcrite.

*Copie de la Requête de M. de Beaurepaire, contre  
M. Garnier de la Cètrée.*

A Nosseigneurs du Parlement, en la Grand'-Chambre.

« Supplie M<sup>e</sup>. de Beaurepaire, avocat en Par-

lement, &c. Le suppliant, créancier du sieur de la Cétrée, ne pouvant se faire payer, voulut bien accepter des bons au porteur du sieur de Brunville, que le sieur de la Cétrée lui remit en nantissement, & dont il lui assura la bonté ».

« Le suppliant attendoit tranquillement l'échéance de ces billets, il avoit toute confiance dans le sieur Garnier de la Cétrée ; mais il a eu lieu de se repentir de sa sécurité. Quelle amertume n'a-t-il pas essuyée depuis, & quel est le citoyen qui désormais puisse être tranquille chez lui, au sein de sa famille, après les tristes faits qu'il est obligé de dévoiler aujourd'hui » ?

« En effet, le 13 décembre dernier, (1781), neuf heures du matin, le suppliant vit entrer chez lui, de force, un Inspecteur, nommé *des Brugnières*, avec ses satellites, qui lui déclarèrent qu'ils venoient l'arrêter de l'ordre du Roi ».

« Le suppliant, à qui la conscience ne reprochoit rien, demanda tranquillement la communication de l'ordre du Roi, comme c'est d'usage. On le lui refusa. Ce n'est pas tout, ajouta l'Inspecteur : Vous avez des bons au porteur, de M. de Brunville, qui ont été volés par Garnier de la Cétrée, ne vous faites pas une mauvaise affaire ; remettez-les-nous, vous en avez pour 100,000 liv. au moins ».

« Le suppliant rend hommage à la vérité : il répond à l'Inspecteur que le sieur de la Cétrée lui avoit effectivement remis trois des effets en question, montant à 10,000 liv., pour sûreté d'une créance qu'il avoit contre lui, qu'il étoit bien éloigné de croire que ce fussent des effets volés, qu'au surplus il falloit lui exhiber l'ordre du Roi, ce que l'Inspecteur ne fit pas, peut-être parce qu'il

n'en existoit aucun. Sur ces entrefaites, il entre chez lui un autre particulier, que l'Inspecteur lui dit être le commissaire Chenon, pere. Ces deux particuliers, de concert, enfoncerent la porte de la chambre à coucher de l'épouse du suppliant, qui étoit en mal d'enfant. Sans égard pour cette circonstance, ces deux particuliers s'emparerent du porte-feuille du suppliant & de plusieurs papiers, qu'ils tirèrent de son secrétaire. Les satellites qui les accompagnoient, à leur exemple, s'emparerent de plusieurs tableaux ».

« Ce ne fut pas tout; on enleva le suppliant lui-même, malgré ses cris & ceux de sa femme : à ses yeux il fut lié, garotté, & conduit comme un criminel chez le commissaire Chenon, qui lui fit un interrogatoire assez long, & qui parut avoir pour objet d'éclaircir la source des billets en question. Cet interrogatoire fut signé & paraphé du suppliant, à qui on en refusa copie. Le commissaire garda pardevers lui les billets Brunville, comme effets volés, &c. *Signés* de BEAUREPAIRE & MARCHAND, son procureur. ».

Si le chef d'une horde de tartares avoit ordonné une pareille exécution, on détesteroit sa jurisprudence sans en être très-étonné; mais sous le règne le plus doux, au milieu d'une nation libre, gouvernée par des loix sages, que d'aussi révoltantes vexations soient commises par l'ordre d'un magistrat chargé de la police de la Capitale, c'est ce que la raison refuse de croire.

Quelqu'odieuse que soit l'iniquité qui soustrait par l'artifice & la violence les titres de propriété d'un citoyen, je n'ai annoncé que l'éclair, avant-coureur des foudres qui vont se précipiter. Avec quel étonnement, Sire, Votre Majesté n'apprendra-t-elle pas

que, malgré la répugnance qu'elle a montrée dans lui tous les temps, lorsqu'on a proposé de priver un sujet de sa liberté, on se joue de ce droit des François, & qu'on se permet de les jeter dans des cachots, pour s'assurer le succès & l'impunité des manœuvres & des violences qui les dépouillent.

M. de Beaumont, associé de M. de Brunville, dans l'acquisition de ma carrière, n'échappe aux fers qu'en fuyant son domicile.

Je n'évite le même sort, qu'en me réfugiant au Temple, où le sieur des Brugnières, Inspecteur de police, est venu me déclarer, devant des témoins, avoir l'ordre de m'arrêter.

M. de Brunville, pere, est renfermé à Charenton. M. le lieutenant-civil s'y transporte pour lui faire subir les interrogatoires d'offices : il est interdit juridiquement ; & cette sentence d'interdiction articule qu'il ne pourra disposer de rien sans le consentement de son fils & de son gendre.

Un arrêt du Conseil a dépouillé le Parlement de la connoissance des contestations qu'avoient à élever les héritiers de M. de Brunville sur tous ses engagements. Cet arrêt a nommé une commission pour suppléer aux juges naturels, & cette commission est présidée par M. Lenoir, lieutenant-général de police.

La violence arrache au foible tout ce qu'on ose en exiger. Le sieur de Beaumont anéanti par la force, oublia ce qui lui étoit dicté par le sentiment de la probité, il signa le désistement de son association, devint alors digne d'être protégé, & reçut un fauf-conduit de Votre Majesté, par les mains de M<sup>e</sup>. Lafitte, procureur du magistrat, fils de Brunville ;  
&



& par cette destruction de la société entre les sieurs de Beaumont & de Brunville , le propriétaire de la carrière , à qui ils devoient ces termes de location , est retombé sur moi , & a augmenté la masse de mes créanciers.

La nécessité de sauver ma liberté m'a contraint d'abandonner le soin de mes affaires ; mes créanciers ont vendu ou ont fait vendre à vil prix tout ce que je possédois , sans qu'il en soit revenu même ce qu'il falloit pour payer les frais.

M. de Brunville est enfermé à Charenton. Pendant une longue carrière commencée dans la médiocrité , ses soins , son activité & son intelligence avoient amené dans sa famille une fortune considérable ; il est parvenu à faire recevoir son fils conseiller au Parlement , & à marier sa fille à un intendant de province. C'est cependant à la sollicitation de ses enfans , que ce pere interdit , emprisonné comme un dissipateur & un imbécile , voit ses derniers jours flétris , & attend la fin de sa vie dans les fers. M. son fils se défend avec assurance d'être le sollicitateur de cet ordre ; mais quel autre que lui pouvoit avoir intérêt à ce paricide ? quel autre , enfin , auroit osé le tenter ? ah ! s'il a pu le souffrir , il l'a donc pu commettre !

La fortune de M. de Brunville s'élève à 600,000 liv. de biens fonds , & à 24,000 liv. de rentes viagères , que son fils est obligé de lui faire sur la succession de la dame de Beaumont , suivant la volonté de la testatrice ; rentes qu'il ne dépense certainement pas à Charenton. C'en est beaucoup plus qu'il n'en faut pour payer toutes ses dettes ; & quoique puisse dire & faire le procureur Lafitte pour les exagérer , on n'abusera point à cet égard un corps de créanciers vigilans & clair voyans.

J'oserais donc , Sire , représenter très-humblement & très-respectueusement à Votre Majesté , en ma qualité de Créancier de M. de Brunville , pere , qu'il importe aux intérêts majeurs que j'ai à défendre dans les tribunaux , que ce Débiteur soit à portée d'y rendre hommage à la vérité. S'il étoit prévenu d'un crime d'état ou d'un crime public , sans doute des intérêts transcendans l'emporteroient sur ceux d'un nombre de créanciers. Mais les imputations contre le sieur de Brunville se bornant à ses dettes , moins sa fortune pourroit suffire à les acquitter , plus ses créanciers auroient un droit légal à tout ce que son activité , ses facultés , ses amis , & les circonstances que le temps amène pourroient lui procurer de ressources. Selon les loix divines & humaines , un débiteur appartient à ses créanciers. C'est à eux à régler son sort , quand aucun crime d'état ne concourt pour le soustraire ; & le sort réservé à M. de Brunville par ses créanciers , est de lui donner toutes les facilités propres à rendre sa condition & la nôtre meilleures.

Votre Majesté ne verra pas de sang-froid que ces principes sont heurtés de front. Sa justice royale & sa bonté paternelle daigneront rendre M. de Brunville à ses créanciers. Ainsi sera réparée , par un acte émané du pur mouvement de Votre Majesté , l'injure qu'osent faire à la loi naturelle , aux droits des citoyens , aux loix du royaume , & aux volontés les plus constantes du Monarque , ceux qui ne tremblent pas d'abuser du pouvoir confié par le plus juste des Rois.

Désolés de n'avoir pu couronner le projet de m'ensevelir dans les ténèbres , comme ils ont con-  
 sommé celui de la ruine de ma fortune , mes ennemis me députèrent le Procureur Lafitte , qui est leur homme de confiance. Ce procureur me dit

que M. de Brunville « avoit infiniment plus de dettes que de fortune ; que sa banqueroute étoit un projet arrêté ; que je n'aurois jamais un sol de ma créance ; que le crédit & le pouvoir de son fils me poursuivroient incessamment ; que tôt ou tard , je finirois par en être accablé ; qu'il ne tenoit qu'à moi cependant de changer cette triste destinée en un sort heureux ; que si je voulois annuler les actes & les billets de mon débiteur , on me donneroit un arrêt de surseance , on me protégeroit utilement ». Je répondis à M. Lafitte , que c'étoit me proposer de faire hommage de ma fortune & de mon honneur à M. de Brunville fils ; que je devois compte de l'une à mes créanciers , & de l'autre à moi , à mes concitoyens , à mes enfans. « Au surplus , ajoutai-je , ce seroit un exemple unique en France , qu'un Magistrat se fut avisé de faire déclarer son pere banqueroutier , au moment où il va occuper une place importante , place où , devant être l'homme du Roi , l'homme de la loi , & l'être impassible , il seroit exposé chaque jour à être récusé par le nombre des citoyens porteurs des billets de son pere , & des titres de sa honte ». Le procureur Lafitte rit de ces considérations , & s'en fut peu satisfait ; mais point rebuté.

Chaque jour , il me vient de nouveaux émissaires chargés de me pénétrer de l'effroi du crédit & du pouvoir du magistrat , fils de M. de Brunville. Cent & cent fois , & de cent manieres , le procureur Lafitte leur a dit : Le siecle s'écoulera longtemps avant que la commission que le Conseil a nommée pour les affaires de M. de Brunville , ait prononcé sur les prétentions de ses créanciers. Le sieur de la Cétrée est bien ruiné ; il est sans argent , sans ressources , sans amis , sans protecteurs , sans liberté , ses cris ne passeront pas les murs du Temple. S'il ne restitue promptement les billets Brunville.



nous avons cent moyens de le perdre. On peut trouver quelques-uns de ses créanciers avec lesquels il ne sera pas impossible d'ourdir certaines procédures. M. le Grand-Prieur de France le chassera de l'asyle du Temple dès que M. de Brunville fils le desirera. Alors nos ordres du Roi, . . . nos décrets, . . . dites-lui bien, répétez-lui bien, qu'il restitue vite nos billets, & qu'il se taise, s'il veut conserver la vie que nous avons la bonté de vouloir bien lui laisser.

Ces propos, tout extraordinaires qu'ils sont, ne surprennent point dans la bouche d'un procureur, dont l'étude est un antre de machinations redouté des citoyens. Mais, que ce procureur Lafitte ait l'audace de compromettre le nom de M. de Maurepas, qu'il suppose des lettres qu'il dit être signées de ce nom respecté, & qu'il ajoute qu'elles ordonnent de tout faire pour le Magistrat du Parlement, fils de M. de Brunville ; c'est-là un excès de démençe fait pour révolter. Si ce Ministre s'est occupé de cette affaire, sûrement il aura dit qu'il falloit faire justice, sûrement il sera, auprès de Votre Majesté, mon plus ferme protecteur, lorsqu'il saura la vérité.

Le sieur Desbrugnières, Inspecteur de Police, s'étant chargé aussi d'une mission vers moi, me réitéra la demande de la nullité des actes, l'offre de l'arrêt de surseance, & de l'utile protection du Magistrat, fils de M. de Brunville. Ma réponse fut en tout conforme à celle que j'avois faite à M. Lafitte. De plus ; je le priai d'engager M. de Brunville fils à me fixer l'heure d'un rendez-vous chez le Trésorier de M. le Grand-Prieur de France. Je me flattois qu'en traitant directement avec ce magistrat, après avoir éclairci les faits, posés les points de justice, nous arrêterions quelque chose de raisonnable. Il



n'a pas jugé à propos de me faire l'honneur de répondre à cette prière.

J'ai demandé, je demande encore, & je demanderai sans cesse, que l'on me remette au même état où j'étois lorsque j'ai vendu ; que l'on m'accorde des indemnités auxquelles j'ai trop de droits de prétendre, & qu'à ces conditions, j'annullerois & je remettrais avec bien de l'empressement, & les actes & les billets. Cette proposition, qu'il n'est pas possible de rejeter sans avoir décidément abjuré toute raison, toute justice & toute pudeur ; cette proposition, dis-je, est constamment repoussée par des menaces, des outrages & des calomnies.

Des calomnies ! ce poison, dont la tyrannie commence toujours par noircir ses victimes, est aussi la justification de ses attentats. M. de Régnier, conseiller à la Cour des aides, avoit bien voulu me prêter 10,000 livres, & recevoir en paiement une somme égale en billets de M. de Brunville. Il alla chez le Magistrat du Parlement, fils de mon débiteur, pour l'avertir qu'il étoit porteur d'une créance sur son pere. Le magistrat du parlement lui signifia expressément *« que ces billets ne seroient point payés, que je les avois surpris, que j'étois un fripon, que j'avois été chassé de mon corps, qu'il y avoit quatorze charges contre moi à la police »*.

S'il reste bien prouvé que les billets Brunville me sont bien & légitimement acquis, il restera bien prouvé que *ce n'est pas moi qui suis un fripon*.

Je servois dans une troupe que mon pere avoit l'honneur de commander. Tous mes camarades sont encore existans. Il est bien aisé de vérifier si *j'ai été chassé de mon corps*.

Voici, pour la première fois, un acte de modé-

ration. Comment se peut-il qu'un tribunal qui sert M. de Brunville fils avec tant de dévouement, qui a formé, qui soudoie tous les filoux, les espions, les délateurs, les calomniateurs d'un grand royaume; comment, dis-je, un tel tribunal n'a-t-il pu rassembler que quatorze accusations contre l'homme qu'il veut perdre; comment donc, enfin, n'existe-t-il contre moi *que quatorze charges à la police*?

Chaque fois que des porteurs des billets que j'avois donnés en paiement se sont présentés chez M. de Brunville fils, ils ont eu les mêmes réponses, & souvent il ajoutoit : « que cette affaire ne le regardoit plus, qu'il ne s'en mêloit point, qu'elle étoit celle du gouvernement, qui s'en étoit réservé la connoissance. Ah ! le gouvernement n'a point de ces prédilections homicides. Les hommes auxquels Votre Majesté en a confié le soin, savent que tous ses sujets sont également chers à son cœur paternel, & que tous les François doivent être égaux dans les sanctuaires de sa justice.

Votre Majesté voit maintenant quel est le plus puissant des motifs qui ont déterminé mes adversaires à surprendre l'arrêt du Conseil qui dépouille nos juges naturels de la connoissance des affaires de M. de Brunville. Les magistrats du parlement sont les gardiens & les dépositaires des loix du royaume. Comment se feroient-ils dispensés de dénoncer à Votre Majesté l'attentat le plus direct au droit de propriété des sujets, & les crimes qui ont été multipliés pour parvenir au succès de cet attentat. Votre Majesté en étant instruite, auroit fait justice. Il n'étoit donc qu'un moyen de sauver les coupables, c'étoit de me priver de la protection des magistrats chargés par nos Rois de porter au pied du trône les vérités qui intéressent la nation.

Dans cet état des choses, Sire, j'ose supplier très-humblement Votre Majesté qu'il lui plaise m'accorder

sa protection & sa sauve-garde pour la sûreté de ma personne , d'ordonner que M. de Brunville soit rendu à ses créanciers , & que le Parlement reprenne , privativement à toute autre Cour , & à toute commission , la connoissance des contestations nées & à naître , par rapport aux engagemens contractés par M. de Brunville.

Votre Majesté daignera considérer que M. Lenoir, nommé pour présider la commission où mes intérêts ont été portés , ne peut rester mon juge. On ne peut l'être , selon les loix du royaume, d'un citoyen à qui l'on a marqué une inimitié capitale , ni dans aucune affaire où l'on a préjugé..... M. Lenoir est l'ennemi capital qui a déployé ses violences contre moi ; il l'est si visiblement , que dans les bureaux du Ministre du département , on assure n'avoir aucune connoissance de tout ce qui s'est passé par rapport au traitement de M. de Brunville & de ses créanciers.

Telle est , Sire , la cause que j'ai dû porter sous les yeux de Votre Majesté. Vos sujets tremblans pour eux-mêmes par l'exemple de ce que l'on ose me faire éprouver , sont pressés , pour recouvrer la confiance & la sécurité , d'entendre ce qu'ordonnera la voix de leur maître.

#### GARNIER DE LA CETRÉE.

P. S. Ce Mémoire fut présenté au Roi , dans le mois de Novembre 1781 , par M. le prince de Tingry. Sa Majesté indignée des attentats dont les sieurs de Brunville pere , Garnier de la Cetrée , de Beaurepaire & de Beaumont avoient été les victimes , manda M. le Garde des Sceaux & le Lieutenant de Police qui se justifierent , en mettant sous ses yeux un composé fort ingénieux de calomnies contre les personnes dont ils avoient jugé devoir se débarrasser.



Graces à cette manœuvre , on réussit à sauver M. de Brunville fils , que le Public ne voyoit qu'en tremblant prendre possession d'une place qui le rendoit le censeur des citoyens. Le Châtelet même , qui d'abord avoit arrêté qu'il ne l'admettroit pas dans la charge de Procureur du Roi , fut trompé , & revint de la répugnance qu'il avoit montrée contre son personnel & contre ses principes.

Le sieur de Beaurepaire , qui avoit été employé dans les Bureaux du Magistrat de la Police , conçut qu'il n'échapperoit pas à la vengeance ; il sortit du royaume & mourut dans la même année à Bruxelles.

Le sieur Garnier de la Cetrée , que l'on avoit cherché à appaiser , à qui l'on avoit fait les plus belles promesses , à qui l'on avoit accordé des fauf-conduits , fut assassiné dans la rue Tiquetonne , & n'eût rien de plus pressé , après être guéri , que de fuir en Angleterre où il est actuellement.

Quant à M. de Brunville pere , il est toujours renfermé à Charenton , comme un dissipateur , parce que de la place de Commis aux aides , dans laquelle il a débuté , il a eu l'art de créer une fortune immense , & d'élever M. son fils à la charge de Procureur du Roi au Châtelet de Paris.

Il ne fera pas indifférent d'observer que M. le Garde des Sceaux ayant daigné croire qu'il falloit remplir quelques formes dans cette affaire , chargea M. le Paige , Bailli du Temple & du Grand Prieuré de France , de vérifier les demandes du sieur Garnier. Cet homme respectable dit la vérité avec le courage & la droiture qu'on lui connoît , dans le compte qu'il rendit de cette vérification. Sa conduite déplut , & dans la réponse assez aigre que lui fit le Lieutenant de Police , il lui dit que ce qu'il lui plaisoit appeler une vérification , n'étoit qu'une conversation.